

ARRÊTÉ n° 2022-121
Portant autorisation de stationnement
Le Maire de la Commune de SUZE-LA-ROUSSE (Drôme)

VU la demande en date du 18 juillet 2022, de l'entreprise **SUZE BÂTIMENTS**, représentée par M. Michel BIANCO domiciliée 733 Av. des Côtes du Rhône **26790 SUZE-LA-ROUSSE**, en vue d'obtenir l'autorisation de **stationner un échafaudage** sur la portion du domaine public située devant la parcelle AS27, sise Rue de la Petite Fontaine en vue de travaux de réfection de la toiture de l'immeuble appartenant à M. MEDINA Alexandre situé parcelle AS 29, au numéro 27 de la Rue de la Fontaine d'Argent, du 11 juillet 2022 au 1er août 2022 ;

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6-1, L. 2215-5 ;

VU le code général des propriétés des personnes publiques et notamment l'article L3111.1 ;

VU le code de la voirie routière et notamment les articles L.113-1, L. 115-1 à L. 116-8, L. 123-8, L. 131-1 à L. 131-7, L.141-10, L. 141-11 et L.141-12 ;

VU le code de la route notamment l'article L411-1 et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre I – 8^e partie – signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

VU le code de l'urbanisme ;

Vu la Déclaration Préalable n° 26364522M0057

VU l'état des lieux ;

ARRÊTE

Article 1 : Le pétitionnaire est autorisé à stationner un échafaudage comme indiqué dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions énoncées aux articles ci-après

Article 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des piétons et usagers de la voie pendant toute la durée d'occupation du domaine public.

Les travaux visés à l'article 1 seront réalisés de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée.

Article 3 : L'autorisation est valable uniquement du **21 juillet 2022 au 1er août 2022**.

Article 4 : Le chantier devra faire l'objet d'une signalisation réglementaire dans l'intérêt de la voirie, de l'ordre public et de la circulation.

Article 5 : Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever les décombres et matériaux, réparer tout dommage éventuellement causés, et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état.

Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur.

Article 7 : La présente autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable et pourra être retirée à tout moment pour raisons d'intérêt général ou si le permissionnaire ne se conforme pas aux indications qui lui ont été imposées aux articles ci-dessus.

Article 8 : Monsieur le Maire, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SUZE-LA-ROUSSE, le 21 juillet 2022
Pour le Maire et par délégation,
Nathalie SAGE, adjointe au maire



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.